

Lutte de classe

Entretien commenté de Delors, conseiller de Royal, au journal *Le Monde*

Voici quelques passages intéressants de l'entretien que Delors a donné au journal *Le Monde* paru le 25 mars 2007.

Au moment où les médias mettent en avant la candidature de Bayrou, il est bon de rappeler que son parti, l'UDF, a été à la pointe du combat pour la construction de l'Union européenne, notamment concernant un facteur stratégique déterminant : la phase préparatoire précédent le passage à l'euro : il « a été créé à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing et d'Helmut Schmidt le système monétaire européen ».

A ceux qui ne comprennent toujours pas la place stratégique déterminante qu'occupe la Constitution dans le dispositif politique et économique de domination de classe de la bourgeoisie, Delors qui est un défenseur inconditionnel de l'Union européenne et du projet de traité constitutionnel européen a tenu à le rappeler

« Au passage, je souligne que je n'ai jamais été enthousiasmé par le terme "Constitution". Car pour les Français, avec la tête politique qu'ils ont, Constitution signifiait que tous les pouvoirs allaient être dévolus à l'UE. », ce qui signifie clairement qu'à défaut d' « être dévolue à l'UE », « tous les pouvoirs » dans ce pays émanent bien de quelque part, de la Constitution.

Delors, ex- président de la Commission européenne, rappelle ici qu'il a été l'un des artisans de la politique économique de l'Union européenne. Il est aujourd'hui un des conseillers de Royal.

« Quand j'ai présenté mon Livre blanc sur Croissance, compétitivité et emploi, en décembre 1993, il a fallu se fâcher pour qu'il soit adopté au sommet de Bruxelles : le cœur n'y était pas. », « Livre blanc » qui s'inscrivait dans la lignée du Traité de Maastricht signé l'année précédente. 14 ans plus tard on en connaît les conséquences catastrophiques pour le prolétariat.

Connaissant les liens qu'entretient Delors avec les néoconservateurs de Washington depuis les années 70, il va de soi que pour lui la construction de l'Union européenne n'a été ni assez vite ni assez loin. Mais sachant que ses relations atlantistes sont peu connues, voire inconnues de l'opinion publique, il peut facilement cacher son jeu et pratiquer le double langage :

« A l'époque, j'avais proposé, sans succès, d'offrir à ces pays un toit politique pour leur donner le temps de s'insérer dans cette vaste économie de marché aux règles multiples. Comme nous ne l'avons pas fait, ils se sont tournés vers l'Alliance atlantique et vers des recettes anglo-saxonnes de type big bang, si bien que la France a perdu sur les deux tableaux. » Quel hypocrite ! . Le « toit politique » qu'évoque Delors, n'est rien d'autre qu'une version achevée sur le plan politique du traité constitutionnel européen, en pire bien sûr pour le prolétariat !

Selon lui, il aurait fallu commencer par la phase d'intégration politique des ex-pays de l'Est et doter au préalable l'Union européenne d'un pouvoir politique supranational, pour passer ensuite à la phase économique. Une fois les États dépossédés de tout pouvoir politique, leur constitution respective réduite à un simple bout de papier, la mobilisation du mouvement ouvrier aurait été contenue dans le cadre d'une opposition « régionale », loin du pouvoir réel de décision qui lui serait devenu inaccessible en quelque sorte. C'est l'objectif politique final que poursuivent les laudateurs de l'Union européenne.

Assurément l'un des projets les plus dangereux pour le prolétariat européen.

(source *Le Monde* 25.03.07)